



Spécial Législatives : nos experts ont la parole ...

**« Ecologie, Energie, Climat – Comparaison
des programmes proposés »**

**Note rédigée par les Experts de l'Observatoire Energie et Climat de
l'Institut Sapiens**

Déjà assez peu développée durant la campagne pour les élections européennes, la thématique écologie/énergie/climat est la grande absente de la campagne législative. Malgré l'intérêt que lui porte l'opinion publique (elle apparaissait en troisième position dans la liste des sujets d'intérêt de l'enquête IPSOS de début Juin 2024), elle a été complètement éludée par un débat centré sur le pouvoir d'achat et le triptyque immigration/insécurité/identité. Mis de côté dans les débats, les propositions concrètes sont très peu détaillées voire complètement absentes des programmes. La transition énergétique représente pourtant des investissements majeurs pour les années à venir. Nous avons toutefois essayé de décortiquer les quelques éléments figurant dans les programmes des trois principaux blocs : Majorité Présidentielle, Nouveau Front Populaire & Rassemblement National.

Majorité présidentielle

La majorité présidentielle¹ reste ancrée sur le Pacte Vert européen et son objectif de baisser les émissions de GES 2030 de 55 % par rapport à 1990. Son ambition affichée « *de 20 % supplémentaires d'ici 2027 en maintenant le rythme inédit de -6% atteint en 2023* » est dangereuse dans la mesure où ce chiffre vendu positivement par le gouvernement cache en grande partie² des faillites d'entreprises d'une part et de la précarité énergétique des plus démunis d'autre part. Rappelons que dans son rapport³ « *la transition énergétique est-elle soutenable ?* » publié fin Janvier 2024 l'Institut Sapiens avait fortement critiqué cet objectif de 55% qu'il jugeait « *irréaliste, injuste, insoutenable & inutile* » (Pacte des 4i) et conseillé de ramener la réduction 2030 à 40% en ligne avec une tendance historique de réduction de 1,5%/an. La majorité présidentielle supporte par ailleurs le « *Plan Europe 2030* » de 1000 milliards d'euros d'investissement à l'échelle du continent qui aura vocation à compléter le Pacte vert pour permettre à l'Europe d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Pour la France, la Majorité Présidentielle reste fidèle au discours de Belfort du Président de la République (10 février 2022) anticipant à l'horizon 2050 :

- ✓ Une énergie finale 2050 de 930 TWh (-40% par rapport aux 1600 TWh 2022) dont 650 TWh d'électricité ;
- ✓ La mise en œuvre à l'horizon 2050 de 37 GW d'éolien terrestre (contre 20 GW aujourd'hui), 45 GW d'éolien marin (contre 1 GW aujourd'hui) et 100 GW de solaire photovoltaïque (contre 10 GW aujourd'hui) ;
- ✓ La mise en chantier de 14 nouveaux réacteurs nucléaires (soit un rythme de un/an à partir de 2037) dont la construction sera accélérée grâce à la loi adoptée en 2023.

Selon l'Institut Sapiens, pour maintenir une croissance minimum associée à une réindustrialisation du pays, il faut viser a minima 1200 TWh (-25% par rapport à 2022) dont 800 TWh d'électricité et que, par ailleurs, les puissances solaire (nous anticipons un maximum de 70 GW) et éolien marin (15 GW maximum pour l'Institut) sont largement surestimés. En conséquence avec les 14 EPR l'Institut Sapiens anticipe un déficit de 200 TWh qui ne pourrait être compensé que par des centrales à gaz à cycles combinés.

Une autre solution serait de ralentir l'électrification des usages en reportant notamment au-delà de 2035 l'interdiction de vente neuve de véhicules thermiques. Nous avons également calculé qu'une électricité totalement décarbonée nécessiterait de passer à un peu plus de deux EPR/an (cible de 32 EPR à l'horizon 2050). L'autre

1 <https://ensemble-2024.fr/notre-projet>

2 <https://www.valeursactuelles.com/clubvaleurs/societe/philippe-charlez-baisse-des-emissions-francaises-la-fausse-bonne-nouvelle>

3 <https://www.institutsapiens.fr/observatoire/la-transition-energetique-est-elle-soutenable/>

solution serait de prolonger la vie du parc actuel à 80 ans pour éviter « l'effet de falaise 60 ans » nécessitant d'arrêter les trois quarts des réacteurs actuellement en service avant 2050.

La Majorité Présidentielle annonce enfin une baisse du prix du MWh électrique de 15% début janvier. Elle résulte de la chute des prix de gros en-dessous de 100 €/MWh, conséquence du redressement de la production nucléaire et hydraulique, de la baisse du prix du gaz, et d'une consommation assez faible (sobriété, élasticité prix, stagnation économique). Bien qu'allant dans le bon sens (il décorrèlera implicitement à terme les prix du gaz et de l'électricité), le changement des règles européennes (application au nucléaire des contrats par différence) qui entrera en vigueur début 2025, n'aura pas d'incidence à court terme.

Nouveau Front Populaire

Alors qu'il se veut à la pointe de la transition écologique, le programme du Nouveau Front Populaire (NPF – dont EELV font partie) est étonnamment pauvre en termes de sujets : climat et transition énergétique. Des objectifs bien timides au regard des précédentes élections nationales. Le programme reste très général en s'articulant autour de bonnes intentions et de poncifs généraux :

- ✓ Relever le défi climatique ;
- ✓ Mettre en place un plan climat visant la neutralité carbone en 2050 ;
- ✓ Faire voter une loi énergie-climat ;
- ✓ Inscrire le principe de la règle verte dans la constitution ;

La principale référence à l'énergie qui consiste à « *renforcer la structuration de filières françaises et européennes de production d'énergies renouvelables* » (notamment l'éolien off-shore et l'hydrolien) apparaît peu crédible quand on sait que le TRI des projets ENR en France est aujourd'hui inférieur à 5% dû à l'accroissement des taux d'intérêt et du prix des matières premières. La filière en grand difficulté notamment au niveau des PME serait définitivement achevée par le programme économique du NFP qui veut notamment surtaxer les grandes multinationales de l'énergie comme TotalEnergies premier investisseur français dans les filières vertes avec 3 milliards d'euros par an. Les mesures économiques envisagées par le NFP sont donc totalement incompatibles avec cet objectif sauf à financer la filière par 100% de fonds publics ce qui reviendrait de facto à la nationaliser. On peut d'ailleurs se poser la question de la volonté cachée et qui pourrait resurgir de nationaliser des grands énergéticiens comme TotalEnergies (cela faisait partie du programme LFI lors de la présidentielle de 2017). L'objectif 100% renouvelable figurant aux programmes présidentiels 2022 EELV et LFI n'est plus référencé dans le programme du NFP.

En revanche, le sujet non consensuel du nucléaire (PS et PC pour, EELV et LFI contre) a clairement été complètement éludé durant la campagne. Qu'en serait-il si le NFP était élu ? Selon le sénateur EELV Yannick Jadot « *le nucléaire sera tranché dans les 5 années à venir par une loi de programmation énergétique* ». Pour le NFP il est donc urgent d'attendre ! Sa victoire conduirait donc au blocage de la situation : maintien du parc existant mais renvoi aux calendes grecques du grand carénage et surtout de la construction des 14 EPR prévus au moins jusqu'à la présidentielle de 2027.

Quand on sait qu'EDF et ses partenaires sont en train de lancer un gigantesque plan de formation et de recrutement (au moins 100 000 ingénieurs et techniciens), le blocage des projets aurait des conséquences catastrophiques et ferait probablement perdre à la France une décennie supplémentaire. La volonté du NFP de revenir sur le projet de fusion entre l'Agence de Sûreté Nucléaire (ASN) et l'Institut de Recherche sur la Sûreté Nucléaire (IRSN)⁴ dont l'objectif était de réduire les délais d'expertise, d'autorisation et de contrôle pour accélérer la construction de nouveaux réacteurs est cohérente avec ce projet de blocage du nucléaire.

Si le NFP ne revient pas sur l'arrêt de la construction de voitures thermiques neuves voulu par l'Union Européenne il souhaite, en référence à l'A69, décréter un moratoire sur les grands projets d'infrastructures autoroutières. Il veut également garantir des tarifs accessibles et des mesures de gratuité ciblée (jeunes, précaires) dans les transports publics ainsi que baisser la TVA sur la tarification des transports en commun à 5,5 %.

Enfin, le NFP est partisan de mettre en place un plan rail et fret. En dehors d'un moratoire sur la fermeture des petites lignes, le NFP veut lancer un grand plan rail fret en revenant sur la privatisation de Fret SNCF. Rappelons que le transfert du fret routier vers le rail permet en effet de réduire sensiblement la consommation d'énergie (8 fois moins d'énergie par tonne transportée avec le rail) et les émissions de GES (le transport ferroviaire est presque totalement décarboné en France). En revanche le NFP ne semble pas s'intéresser aux raisons de la déroute économique du fret ferroviaire français : au cours des 20 dernières années il a perdu 50% de son marché tandis que le fret routier voyait son activité multipliée par 2,5. Retards, annulation, grèves, coût non compétitif le fret ferroviaire est aujourd'hui un grand malade que seule une privatisation pourrait sauver. Alors qu'elle était envisagée par l'actuel exécutif, le NFP propose de la stopper !

Le NFP veut « *assurer l'isolation complète des logements, en renforçant les aides pour tous les ménages et garantissant leur prise en charge complète pour les ménages modestes* ». On sait que l'isolation complète des passoires énergétiques (ramener le EFG en A ou B) est une hérésie économique avec un coût à la tonne de carbone évitée

⁴ <https://www.francetvinfo.fr/societe/nucleaire/surete-nucleaire-l-assemblee-nationale-approuve-a-nouveau-la-fusion-decreee-asn-irsn-avant-un-ultime-vote-du-senat>

supérieure à 1000 euros⁵. La prise en charge complète pour les ménages modestes (c'est à dire les logements les plus chers à isoler et à décarboner) serait un gouffre financier pour l'État. La rénovation du parc résidentiel français aux niveaux d'isolation supérieurs coûterait selon l'Institut Sapiens 500 milliards d'euros tandis que la rénovation du tertiaire public (écoles, hôpitaux) coûterait 100 milliards supplémentaires⁶.

Dans le programme du Front Populaire figure également le blocage des prix de première nécessité parmi lesquels figurent les carburants, le gaz et l'électricité. Dans un monde ouvert (gaz et le pétrole proviennent de l'étranger !), le blocage conduirait à des pénuries sur le marché officiel et à un marché noir fortement inflationniste.

Le NFP propose également de gonfler le rétablissement de l'ISF par une « *contribution climatique* » dont les détails de l'enveloppe ne sont pas connus pour l'instant (elle rapporterait selon le NFP 15 milliards d'euros ce qui laisse supposer des taux marginaux supérieurs à 3%/an). En droite ligne avec la théorie d'OXFAM et du World Inequality Lab⁷ (Chancel/Picketty/Gage) l'idée est de pénaliser tout capital mobilier et immobilier contribuant aux émissions de GES : actions détenues dans les compagnies produisant des fossiles, grosses cylindrées thermiques, résidences secondaires... La mesure apparaît clairement comme une grosse ficelle pour accroître davantage la pression fiscale sur les gros patrimoines.

Ce programme a minima non chiffré et constitué de poncifs généraux traduit en filigrane un profond désaccord entre partis sur des points essentiels. On n'y trouve aucun scénario de référence, rien sur la composition du mix électrique, rien sur la biomasse. Pour la présidentielle de 2022, LFI s'était inspiré du scénario du collectif NEGAWATT projetant une consommation finale de 600 TWh à l'horizon 2050 soit la moitié de l'évaluation de Sapiens. Il s'agissait clairement d'un scénario décroissantiste rendant impossible toute réindustrialisation même partielle du pays. On retrouve d'ailleurs sur le sujet de la décroissance le même schisme que sur le nucléaire : EELV et LFI y sont favorables alors que le PS et le PC y sont opposés.

Le Rassemblement National

Soutenir le pouvoir d'achat, remettre la France en ordre, stopper la submersion migratoire, soutenir notre agriculture, donner la priorité à la santé, simplifier la vie des Français, réaliser des économies de bon sens ou encore respecter les Français⁸, la transition écologique ne fait manifestement pas partie des priorités du RN. Pour

5 <https://www.strategie.gouv.fr/publications/incidences-economiques-de-l'action-climat>

6 <https://www.institutsapiens.fr/wp-content/uploads/2023/05/Quelle-strategie-pour-decarboner-le-tertiaire-.pdf>

7 La méthode du World Inequality Lab ajoute aux émissions territoriales et extra territoriales des émissions financières liées à la détention d'actifs. En procédant de la sorte il démontre que les 10% les plus riches sont responsables de 50% des émissions mondiales et que les 1% les plus riches émettent davantage que la moitié la plus pauvre. Dans cette méthodologie, 70 % à 80% des émissions des plus riches sont des émissions d'actifs

8 <https://rassemblementnational.fr/legislatives-2024>

davantage de détails, le site du RN renvoie aux propositions 2022 de Marine Le Pen qui intègre un livret thématique « *Ecologie* »⁹ auquel nous nous sommes référés.

Pour le RN, la France doit « *rester maître des moyens, du rythme et des étapes de sa décarbonation. Elle appréciera chaque année sa trajectoire de réduction carbone, en fonction des trajectoires des autres pays* » et la trajectoire de décarbonation ne doit pas « *affecter la qualité de vie des français* ».

Le RN avait en 2022 porté un regard lucide sur les choix énergétiques d'Emmanuel Macron et plus largement sur la politique énergétique hésitante menée en France depuis 1997 (coalition arc-en-ciel de Lionel Jospin). Un constat critique rejoignant l'analyse de l'Institut Sapiens mais aussi celle de la commission Schellenberger que nous avons analysée dans une note récente¹⁰. Le RN avait notamment pointé la fragilisation de notre système électrique, d'EDF et du parc nucléaire ainsi que les scénarios énergétiques irréalistes gouvernementaux¹¹.

Sa prévision de consommation d'électricité 2050 à 880 TWh est supérieure à celle de Sapiens (800 TWh). Même si une politique de réindustrialisation devrait conduire à un accroissement significatif de la consommation d'électricité (entre 200 et 300 TWh), les 360 TWh dédiés à l'industrie par le RN (contre 115 TWh en 2019) est à notre avis largement surévalué. En revanche, les consommations dans le bâti résidentiel et tertiaire reprenant le scénario ADEME sont significativement sous-évaluées. Le projet énergétique du RN s'articule autour des points suivants

1. Le RN souhaite prononcer un moratoire sur l'éolien et le solaire et suspendre toutes les subventions dédiées à ces deux technologies. Dans le projet présidentiel, il proposait même de démanteler progressivement des sites éoliens existant. Cette mesure n'a pas été reprise dans les programmes européen et législatif. Faisant suite à l'accroissement des taux d'intérêt et du prix des matières premières, la filière est aujourd'hui sous perfusion publique. Arrêter les subventions signifierait clairement sa « *mort clinique* ». L'Institut Sapiens considère que la France ne pourra se passer d'ENR intermittents et s'appuyer (en dehors du nucléaire) uniquement sur l'hydraulique dont l'extension est aujourd'hui marginale. Faire l'impasse totale sur le solaire (excepté 20 GW dans les DOM TOM) et l'éolien est tout aussi critiquable que les objectifs démesurés du plan gouvernemental en termes d'éolien marin et de solaire photovoltaïque.

9 <https://rassemblementnational.fr/documents/projet/projet-lecologie.pdf>

10 <https://www.institutsapiens.fr/observatoire/le-mur-energetique-francais-comment-rattraper-30-ans-erreurs-politiques/>

11 Voir partie majorité présidentielle

2. Le scénario énergétique du RN repose sur un plan de relance extrêmement ambitieux de la génération électronucléaire baptisé « *Plan Marie-Curie* »¹². Il envisage la livraison de 20 EPR entre 2031 et 2040. Si l'objectif de remplacer à terme la puissance existante (voire de l'accroître) est louable, la trajectoire est totalement irréaliste par son ampleur et son délai de mise en œuvre d'autant qu'elle n'est pas justifiée : même si conserver une marge d'exportation vers nos voisins européens s'avère pertinent, 900 TWh d'électricité dès 2038 serait très largement excédentaire. Le RN envisage deux sources de financement¹³. D'une part un financement via la Banque Centrale Européenne qui compte tenu des délais de mise en place est un levier risqué. La seconde est la constitution d'un « *fonds souverain* » de 500 milliards d'euros en 5 ans sous forme d'un placement garanti rémunéré à 2% par l'État fléché vers l'économie réelle et les entreprises. Ce fonds confirmé par Jordan Bardella lors de son discours fondateur du 24 juin serait destiné à financer la transition énergétique (dont le nucléaire) mais aussi les technologies et les PME. L'Institut Sapiens considère pour sa part que le nucléaire pourrait être en partie financé par des Contrats Long Terme entre EDF et de gros partenaires industriels comme TotalEnergies qui en échange de l'apport financier bénéficieraient d'un droit de tirage. Toutefois, nous considérons que le seul mode de financement permettant de dé-risquer à la fois le risque marché et le risque projet sur le très long terme (>50 ans) reste un prix régulé représentatif des coûts appliqués sur la durée et garanti par l'État. Ce mécanisme retenu pour les futurs projets EPR en Grande-Bretagne (libérée du carcan Européen depuis le Brexit) ne figure pas pour l'instant dans la boîte à outil de l'Accord Européen.
3. L'ambition du RN d'investir dans la filière hydrogène vert apparaît antinomique par rapport à sa volonté affichée d'arrêter de supporter les ENR intermittents. En effet, il est reconnu que la meilleure source pour produire de l'hydrogène vert est le surplus d'électricité décentralisée (stockage indirect). En revanche, utiliser 170 TWh d'électricité nucléaire pilotable pour produire 3 millions de tonnes d'hydrogène bas carbone est aberrant. Le RN ne précise pas les usages de cette production massive d'hydrogène : est-il plutôt destiné au transport (et dans ce cas il faut y associer un réseau de distribution maillant à terme l'ensemble du pays) ou plutôt à l'industrie par exemple à la production d'acier décarboné. Rappelons sur ce sujet que l'Union Européenne avait financé à hauteur de deux milliards d'euros Arcelor Mittal et que récemment ce dernier a jeté l'éponge indiquant que de l'acier vert à partir d'hydrogène produit en

12 <https://www.lesechos.fr/elections/presidentielle/presidentielle-marine-le-pen-voit-le-salut-de-la-france-dans-lenergie-nucleaire-1393440>

13 <https://www.lagrandeconversation.com/ecologie/programme-energetique-du-rassemblement-national-reponse-a-jean-philippe-tanguy/>

Europe n'était pas compétitif¹⁴. Le métallurgiste propose donc de fabriquer de l'acier vert à partir d'hydrogène importé du sud est asiatique là où l'électricité est beaucoup plus compétitive.

4. Le RN semble vouloir adoucir sa position trop dogmatique vis-à-vis du marché européen de l'électricité. Sortir de ce marché et revenir de facto à un monopole EDF avec prix régulé est non seulement incompatible avec le maintien de la France dans l'UE mais demanderait par ailleurs de supprimer tous les fournisseurs alternatifs opérant dans l'hexagone comme Engie ou TotalEnergies. Les derniers propos de J Bardella évoquent non plus une sortie mais « *une modification des règles d'établissement des prix pour se rapprocher des coûts de production du parc français* ». Il veut pour ce faire négocier une dérogation d'urgence avec l'Union Européenne. Compte tenu des délais d'obtention de l'accord, l'utilité d'une telle dérogation est discutable dans la mesure où le gouvernement a annoncé une réduction de 15% début janvier faisant suite notamment à la baisse des prix de gros.
5. Mesure phare d'urgence en faveur du pouvoir d'achat, la baisse de la TVA à 5,5% sur le gaz, le fioul et les carburants coûtera, en rythme annuel, 15 milliards d'euros à l'État en manque de recettes (12 milliards pour les carburants et 3 milliards pour le gaz). L'Institut Sapiens n'approuve pas cette mesure coûteuse qui en retour n'apportera que peu de pouvoir d'achat supplémentaire. Ainsi, l'Institut a estimé que la baisse de la TVA sur le prix du gaz¹⁵ ne réduirait que de 120 €/an la facture moyenne d'un consommateur. La baisse de la TVA sur les énergies fossiles n'est par ailleurs pas un signal positif en termes de réchauffement climatique. Cette baisse de la TVA à 5,5% est, de plus, soumise à une dérogation de l'UE voire à plus long terme à un changement de directive. Bien que la Pologne ait pu bénéficier d'une telle dérogation¹⁶ il n'y a aucune garantie que l'UE l'accepte pour la France.
6. Le RN propose un allègement des normes par rapport au DPE.

14 <https://atlantico.fr/article/decryptage/voila-comment-l-europe-en-est-arrivee-a-accorder-des-milliards-en-subventions-a-de-l-acier-sale-production-industrie-subventions-usines-arcelormittal-transition-ecologique-normes-echec-fiasco-philippe-charlez>

15 <https://www.institutsapiens.fr/observatoire/y-a-t-il-des-marges-de-manoevres-significatives-pour-baisser-le-prix-du-gaz/>

16 <https://fr.euronews.com/2022/02/14/inflation-la-baisse-des-taxes-en-pologne-attirent-les-consommateurs-tcheques>